

LHL

N°36/CA du Répertoire

N° 2000-050/CA du Greffe

Arrêt du 08 avril 2004

Affaire : Succession de feu ADOKPO

Hounsou Cossi

C/

Préfet Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 03 avril 2000, enregistrée sous le n° 360/GCS du 06 avril 2000 au greffe de la Cour, par laquelle la succession de feu ADOKPO Hounsou Cossi représentée par monsieur HOUNSOU H. Moïse, 01 BP 844 Cotonou a saisi la chambre administrative de la Haute juridiction aux fins d'annulation de l'arrêté préfectoral n° 2/430/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 octobre 1999 aux termes duquel le préfet du département de l'atlantique en procédant à l'annulation d'un précédent arrêté n° 2/190/DEP-ATL/SG/SAD du 29 mars 1999 en ce qui concerne la parcelle " Q " du lot 1866 du lotissement de Yénawa, la lui a retirée et y a confirmé les droits de propriété de madame GNIMAVO Houénoussi ;

Vu la lettre n° 2645/GCS en date du 23 octobre 2000 par laquelle communication de la requête précitée ainsi que les pièces y annexées a été assurée au préfet de l'atlantique pour ses observations ;

Vu la mise en demeure faite au préfet de l'atlantique par courrier n° 2777/GCS du 06 novembre 2000 et demeurée sans effet ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1740 du 17 MAI 2000 .

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;



DE = Gratis  
Enregistré à Cotonou le 5/5/04  
Fo 51 Case 1969-3  
Reçu Gratis  
L'inspecteur de l'Enregistrement



Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller **PADONOU Eliane R. G.** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **En la forme**

#### **Sur la recevabilité**

Considérant que la succession de feu ADOKPO HOUNSOU Cossi représentée par monsieur HOUNSOU H. Moïse informé de l'arrêté préfectoral n° 2/430/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 octobre 1999 lui faisant grief quant au retrait de sa parcelle "Q " du lot 1866 du lotissement de yénawa, a procédé par voie d'huissier à l'interpellation du chef du service des affaires domaniales sur l'existence de l'arrêté ci-dessus cité remettant en cause son droit de propriété sur la parcelle susvisée, comme l'atteste la sommation interpellative en date du 19 janvier 2000 de Maître Hortense BANKOLE-de SOUZA, huissier de justice ;

Que la preuve est ainsi faite que le requérant en procédant de la sorte a entrepris d'acquérir connaissance de l'acte attaqué auprès de l'autorité signataire dudit acte aux fins d'engager quelque action ;

Que c'est suite à cette sommation interpellative au préfet de l'atlantique, que le requérant a adressé à l'autorité ci-dessus désignée un recours gracieux en date du 25 janvier 2000, demeuré sans réponse ;

Que c'est alors qu'il a saisi la Cour de sa requête introductive d'instance en date du 03 avril 2000 ;

Qu'il échet de déclarer le présent recours recevable pour être intervenu dans les forme et délai prescrits par la loi ;

#### **Au fond**





**Sur le moyen du requérant tiré du défaut de motivation**

Considérant que le requérant fonde son recours sur le fait que l'arrêté préfectoral attaqué n'a pas été motivé ;

Considérant en effet que le préfet de l'atlantique n'a pas exposé les arguments de droit et de fait qui sous-tendent le retrait de ladite parcelle et son attribution à madame GNIMAVO Houénoussi ;

Que l'autorité ci-dessus nommée a, dans les visas de l'arrêté incriminé, fait état des répertoires d'état des lieux et de lotissement de Fifadji-Yénawa-Zogbo-Zogbohoulé sans qu'aucune analyse des éléments contenus auxdits répertoires ne démontre le bien fondé de la décision de retrait de la parcelle « Q » du lot 1866 du lotissement de Yénawa au requérant ;

Que les réponses portées au procès-verbal de la sommation interpellative en date du 19 janvier 2000 ne justifient point la mesure de retrait ;

Considérant au surplus que malgré la mise en demeure qui lui a été adressée, l'autorité préfectorale n'a pas cru devoir réagir ;

Qu'en application de l'article 70 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990, l'autorité préfectorale est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête car la mise en demeure à elle adressée étant restée sans effet, la chambre administrative statue ;

Qu'il y a lieu eu égard à tout ce qui précède de faire droit à la demande du requérant et d'annuler l'arrêté préfectoral querellé ;

**PAR CES MOTIFS**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en annulation pour excès de pouvoir en date à Cotonou du 03 avril 2000 introduit par la succession de feu ADOKPO HOUNSOU Cossi représentée par monsieur HOUNSOU Hounsa Moïse contre l'arrêté préfectoral , n° 2/430/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 octobre 1999 portant annulation du précédent arrêté préfectoral n° 2/190/DEP-



*[Signature]*

*[Signature]*

ATL/SG/SAD du 29 mars 1999 relativement à la parcelle « Q » du lot 1866 du lotissement de Yénawa est recevable.

**Article 2 :** L'arrêté préfectoral n° 2/430/DEP-ATL/CAB/SAD du 29 octobre 1999 est annulé avec toutes les conséquences de droit.

**Article 3 :** Les frais sont mis à la charge du trésor public.

**Article 4 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA**, Conseiller à la chambre administrative

**PRESIDENT ;**

**Joachim G. AKPAKA**

ET

**Eliane PADONOU**

}  
{  
}

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit avril deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**,

**MINISTERE PUBLIC ;**

Et de **Geneviève GBEDO**,

**GREFFIER ;**

Et ont signé,

Le Président



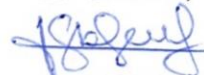
**J. O. ASSOGBA.-**

Le Rapporteur



**E. PADONOU.-**

Le Greffier,



**G. GBEDO.-**